



Un renouveau de l'économie du développement ?

Rémy Herrera

► To cite this version:

| Rémy Herrera. Un renouveau de l'économie du développement ?. 2005. halshs-00196428

HAL Id: halshs-00196428

<https://shs.hal.science/halshs-00196428>

Submitted on 12 Dec 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

C
a
h
i
e
r
s
de
la
M
S
E

Un renouveau de l'économie du développement ?

Rémy HERRERA, MATISSE

2005.75

UN RENOUVEAU DE L'ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT ?

Rémy HERRERA

(CNRS, UMR 8595, MATISSE)

Résumé

Le présent article entend montrer de quelle manière le courant néo-classique, qui a désormais absorbé le développement comme l'une de ses composantes, est prisonnier d'une crise très profonde, et en quel sens il faut comprendre sa domination dans l'élément de la théorie comme indissociable de celle du néo-libéralisme sur la pratique du développement.

Mots-clés

Développement, économie néo-classique, politique néo-libérale, crise, hétérodoxies.

A revival of the development economics?

Summary

This paper aims to show how the neo-classical current, which has yet absorbed development as one of its components, is trapped in a deep crisis, and how its domination can be understood in the theoretical field tightly linked to that of neo-liberalism on the policies of development.

Key-words

Development, neo-classical economics, neo-liberal policies, crisis, heterodoxies.

JEL Classification

A12, B24, B41, F20, N10, O11.

UN RENOUVEAU DE L'ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT ?

Rémy HERRERA

(CNRS, UMR 8595, MATISSE)

Introduction

« Lorsque je regarde la représentation de l'idée du *Big Push* par Murphy *et al.*, j'en viens à me demander si le long sommeil de la théorie du développement était vraiment nécessaire. Le modèle est tellement simple : trois pages, deux équations et un diagramme ». Voilà comment Krugman (1993), l'un des auteurs les plus en vue du courant néo-classique —*mainstream* actuellement hégémonique en économie—ramasse le demi-siècle d'histoire de la pensée du développement, entre la formulation de la *Grande Poussée* par Rosenstein-Rodan (1943) et sa formalisation dans le *Quarterly Journal of Economics* par Murphy *et al.* (1989). Les « jours de gloire de la théorie du développement de haut niveau » n'auraient ainsi duré, faute de rigueur (faute d'équations en fait !), qu'une quinzaine d'années, jusqu'à la contribution d'Hirschman (1958).

Selon Krugman, la théorie du développement n'a été, à partir des années 1950, qu'une littérature approximative, ayant certes donné quelques « *écrits merveilleux, sources d'inspiration* », mais qui aurait été incapable de modéliser ses hypothèses de base (les économies d'échelle notamment) et qui aurait finalement conduit à la « mort intellectuelle » de la discipline. Ce ne serait que dans la décennie 1980, quand lui-même, et d'autres, parvinrent à intégrer au sein du *corpus* néo-classique ces non-convexités (rendements croissants, externalités...) dans un cadre de concurrence imparfaite que l'économie du développement aurait connu une renaissance et, pour tout dire, accédé à la scientificité.

Cette thèse de la disparition-réapparition de la théorie du développement, sous diverses variantes, est partagée par la plupart des spécialistes de ce champ d'étude. Elle est défendue par les tenants du *mainstream* néo-classique, pour lesquels, hors de ce dernier, point de science, donc pas davantage de réflexion sur le développement sans référence à leur modèle standard. Mais elle trouve aussi un écho favorable parmi les hétérodoxes, tout au moins chez ceux qui

considèrent l'allégeance de leurs courants au *mainstream* comme un « *renouveau* » d'une discipline enfin pacifiée, purgée des conflits idéologico-théoriques d'antan¹.

Le présent article, écrit contre cette thèse trop consensuelle, entend montrer de quelle manière le courant néo-classique, qui a désormais *absorbé* le développement comme l'une de ses composantes, est prisonnier d'une crise très profonde, et en quel sens il faut comprendre sa domination dans l'élément de la théorie comme indissociable de celle du néo-libéralisme sur la pratique du développement.

Politique néo-libérale et économie néo-classique à l'assaut du développement

Le néo-libéralisme contre le développement

La théorie du développement, sous sa forme autonome contemporaine, est née dans les années 1940-50 d'une double démarcation : vis-à-vis du marginalisme néo-classique, par le rejet des dogmes des gains à l'échange et des vertus du marché ; et vis-à-vis du keynésianisme (*mainstream* de 1945 à 1975 environ), par inadéquation de son analyse du chômage et de la croissance de court terme aux problèmes structurels rencontrés par les pays en développement. Aussi un nouvel espace de réflexion fut-il un temps libéré par les hétérodoxes, structuralistes et/ou marxistes notamment : planification, structuralo-cépalisme, dépendantisme, théories du système mondial²...

Ces évolutions de l'histoire de la pensée ont obéi à celles de l'histoire des faits, poussées par les grandes révolutions du XX^e siècle (Russie, Chine, Vietnam, Cuba...), les mouvements de libération nationale (Inde, monde arabe, Afrique...), mais aussi les nécessités de la reconstruction d'après-guerre (leçons du plan Marshall à l'Ouest, influence d'auteurs comme Kalecki et Lange à l'Est). Le rayonnement d'économistes du Sud (par exemple Prebisch ou Furtado en Amérique latine, Mahalanobis en Asie, un peu plus tard Amin en Afrique...) rappela que la théorie du développement, née comme l'économie politique avant elle en Europe, n'est pas un monopole du Nord.

L'économie du développement est donc apparue dans cet espace intellectuel, ouvert par les profondes mutations intervenues à l'échelle du monde sous la pression des luttes des peuples, comme autant de tentatives plus ou moins radicales de ruptures avec les lois du système mondial. L'État était placé au cœur de toute stratégie volontariste de transformations structurelles

¹ Voir par exemple : Hugon (2000).

² Herrera (2001).

des formations sociales, s'efforçant d'« auto-centrer », d'autonomiser autant que faire se peut les conditions de leur accumulation et de leur reproduction dans les relations économiques globales : planification et industrialisation à l'Est et dans les pays socialistes du Sud, projets de développement capitaliste des bourgeoisies nationales ailleurs. D'autant que le seul cas de pays non européen à avoir décollé dans un cadre capitaliste, le Japon, offrait lui aussi l'exemple d'une industrialisation décidée par l'autorité étatique (l'Empereur de l'ère Meiji).

C'est cet espace, produit de l'histoire des faits et des idées, qui allait être reconquis durant les décennies 1970-80, par le néo-libéralisme dans la pratique, par le nouveau *mainstream* néo-classique dans la théorie.

Le néo-libéralisme marque le retour au pouvoir de la finance, *i.e.* des propriétaires du capital les plus puissants à l'échelle mondiale (principalement états-unis), à partir de la fin des années 1970 – et en particulier de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis en 1979, qui contribua à déclencher la crise de la dette du Tiers Monde. Ce retour s'est opéré sur les ruines des piliers du système mondial édifiés après la Seconde Guerre mondiale. Le déclin des taux de profit enregistré dans les pays du centre à la fin de la décennie 1960 s'approfondit et se généralisa dans les années 1970 en une crise capitaliste ouverte, avec le basculement de l'ensemble du système dans le chaos monétaire et financier, l'explosion des inégalités et le chômage de masse. La conjonction de la remise en cause de la régulation « fordiste » du capitalisme au Nord (stagflation des années 1970), de l'échec des programmes des bourgeoisies nationales développementistes au Sud (crise de la dette des années 1980) et de l'effondrement du bloc soviétique à l'Est (tout début des années 1990), provoqua une très profonde modification du rapport de force capital-travail à l'échelle mondiale.

La naissance-rupture de la théorie du développement des années d'après-guerre ne pouvait être considérée par les orthodoxes keynéso-néo-classiques, dès lors que les voies suivies par ses pionniers n'empruntèrent pas celles des *mainstreams*, et que les forces sociales qui la portaient perdaient du terrain, que comme une parenthèse de déclin « a-scientifique ». L'échec des politiques du développement, au travers notamment des industries de substitution aux importations, était scellé à partir de la décennie 1980 par l'avènement du néo-libéralisme.

C'est dans ce contexte de recul des positions de force conquises par les travailleurs et les peuples de la périphérie et de réorientation de la gestion de la crise de l'expansion du capital que se comprend l'offensive globale de l'idéologie néo-libérale. Ses dogmes sont connus. Au niveau national, il s'agit de mener une stratégie anti-étatique agressive, par déformation de la structure de propriété du capital au profit du secteur privé et réduction des dépenses publiques à finalité sociale, et d'imposer la rigueur salariale comme pivot d'une désinflation prioritaire sur toute autre considération (partage de la valeur ajoutée favorable au

capital). Au niveau global, les objectifs sont de perpétuer la suprématie du dollar sur le système monétaire international (adoption des changes flexibles et, en contrepoids européen, monnaie unique soumettant à sa logique toute la politique publique) et de promouvoir le libre-échange (levée du protectionnisme et libéralisation des transferts de capitaux).

La normalisation planétaire de cette stratégie de « dérégulation » relève des fonctions des organisations internationales (FMI, Banque mondiale, Organisation mondiale du Commerce...) et des institutions monétaires et financières locales (banques centrales « indépendantes »...) —le dispositif tout entier étant placé, jusqu'à nouvel ordre, sous le contrôle des États-Unis, dont la suprématie militaire garantit en dernier ressort le fonctionnement global du système. Dans ces conditions, toute idée de stratégie de développement hors du capitalisme néo-libéral est prohibée, comme le sont les tentatives d'autonomisation de la théorie du développement en tant que discipline distincte du *corpus* néo-classique dominant.

Depuis le début des années 1990, les organisations internationales prodiguent ainsi à l'adresse de leurs « pays-clients » des recommandations de « *good governance* ». Le FMI entend promouvoir une bonne gestion couvrant « tous les aspects de la conduite des affaires publiques » : accès à l'information sur les finances publiques, transparence des prises de décision, audits de contrôle, et depuis peu « combat du financement du terrorisme » (IMF, 2003). Ce qui est visé, c'est l'inflexion des politiques des États nationaux dans le sens de l'instauration d'institutions plus favorables à l'ouverture du Sud aux marchés globalisés. Indissociable de la poursuite du néo-libéralisme et du projet de société qui est l'objectif de son application, la bonne gouvernance est le symétrique inversé du bon gouvernement³.

Le but n'est pas la participation démocratique des individus et des peuples aux processus de décision, ni le respect de leur droit au développement ; il est de pousser les États à déréguler les marchés, c'est-à-dire à les re-réguler par les seules forces du capital mondialement dominant. Refusant de reconnaître l'impossibilité d'une sortie de crise par le néo-libéralisme et la nécessité d'une alternative imposant à la dynamique du capital des limites extérieures à sa logique de profit, le discours de la bonne gouvernance choisit de durcir encore la critique des « défaillances de l'État », jusqu'à recommander l'abandon ultra-libéral des fonctions étatiques régaliennes : délégation de la défense nationale, substitution de la monnaie par une devise étrangère, privatisation de la collecte d'impôts...

D'où ce curieux paradoxe d'appels lancés aux États pour qu'ils internalisent des politiques néo-libérales imposées de l'extérieur, au moment même où les marchés financiers les dépossèdent de leur souveraineté et pénètrent en force les structures de propriété de leur capital. Gérer les *appareils* d'État du Sud directement depuis le centre du système mondial, en neutralisant leur *pouvoir*

³ Herrera (2004a, 2004b).

d'État, en les dessaisissant de toute prérogative réelle, en contraignant à l'extrême leurs marges de manœuvre, voilà peut-être bien là, vu du Nord, le secret de la gouvernance idéale !

Mais à quelle démocratie peut prétendre un gouvernement qui limite l'expression de la souveraineté nationale à la libéralisation des marchés et aux paiements de la dette extérieure et de dividendes sur les investissements étrangers ?

L'absorption du développement par l'économie néo-classique

Depuis maintenant plus de 20 ans, et presque sans partage, les néo-classiques dominent la théorie économique, donc aussi celle du développement. Leur ambition, on le sait, est de comprendre et d'analyser les faits socio-économiques à partir des comportements maximisateurs des individus.

Le cœur de l'économie néo-classique – en même temps que la source de sa revendication à la scientificité – est la théorie de l'équilibre général (walrasien) des marchés. Clé de voûte de tout l'édifice micro-économique standard, lourdement mathématisée et fortement normative, elle a pour but essentiel de déterminer la façon dont peuvent être coordonnés les choix de nombreux agents dans un cadre intégrant l'ensemble des interdépendances liées à leurs échanges. Ces choix, que l'axiomatique orthodoxe suppose libres, rationnels et mus par l'intérêt personnel, dépendent non seulement des caractéristiques des agents (dotations en facteurs de production, goûts et préférences, conjectures, fonctions de production...), mais encore de la forme d'organisation sociale dans laquelle opèrent leurs relations (ce que les néo-classiques appellent les « structures de marché »).

Le cas de figure privilégié est celui de la concurrence parfaite qui permet de montrer, sous certaines hypothèses (dites de Arrow-Debreu)⁴, que le modèle donne une solution d'équilibre pour laquelle la coordination des choix individuels est possible et l'allocation des ressources optimale (« au sens de Pareto »). Ce modèle vise à traiter des informations relatives à un grand nombre d'individus, mais les difficultés techniques rencontrées par les néo-classiques les conduisent souvent à ne retenir qu'un nombre très restreint d'agents, dits « représentatifs ». Dans des cas extrêmes, mais loin d'être rares dans la littérature (car autorisant de salvatrices simplifications mathématiques), l'agent est unique, et répond au nom de *Robinson*.

Dans la mesure où l'équilibre général fournit le cadre de référence théorique ultime de la quasi-totalité des travaux formalisés néo-classiques, il est clair que sa connaissance revêt un enjeu crucial pour les hétérodoxes critiques. D'autant que, dans le domaine du développement, cette théorie a trouvé à s'appliquer

⁴ Voir ici : Guerrien (1996).

massivement à partir de la fin des années 1970, à travers l'essor des modèles d'équilibre général calculables (ces derniers calculant à partir des « comportements individuels » les valeurs de certaines variables d'équilibre de l'économie étudiée, par exemple les effets sur les prix et les quantités de variations de paramètres de politique économique, comme les taxes ou subventions). La Banque mondiale a fait un usage assez systématique de ces modèles à partir des années 1970 pour essayer de justifier théoriquement et de crédibiliser politiquement les mesures d'ajustement structurel extrêmement dures imposées aux pays du Sud⁵, contribuant ainsi à une large diffusion de ces outils dans les milieux académiques.

Par ailleurs, l'étude du rôle des institutions dans la croissance a amené les néo-classiques à investir aussi les questions du développement. Pour la théorie standard, en concurrence parfaite, les institutions eurent longtemps le statut de données exogènes. Leur analyse était de fait exclue du raisonnement économique, et considérée comme du ressort d'autres disciplines des sciences sociales traitant des catégories collectives, telles la sociologie ou la science politique. La prise en compte de paramètres « déterminés institutionnellement » signifiait tout au plus l'intégration de phénomènes susceptibles de subir l'influence d'acteurs humains, sans que leur statut de valeurs exogènes en soit pour autant modifié.

L'endogénéisation des institutions dans le cadre théorique walrasien a ces dernières décennies constitué l'une des tâches prioritaires du programme néo-classique, tout spécialement dans ses recherches sur le développement. Mais il convient de rappeler que tous ces travaux, ou presque, s'inscrivent dans l'optique de l'individualisme méthodologique et partagent la vision « atomistique » des institutions que formulaient les premiers marginalistes (Menger en particulier). Le rattachement de la « *nouvelle économie institutionnelle* » au modèle de l'équilibre général est en effet tout à fait clair, et assez systématique.

Il est évident et permanent chez Alchian et Demsetz (1972), comme dans la théorie de l'information (Stiglitz, 2001) ou dans d'innombrables modèles de théorie des jeux. Par exemple, l'analyse des castes donnée par Akerloff (1976) débute par ces mots : « Il y a un modèle standard de comportement économique, le modèle d'équilibre général de concurrence parfaite de Arrow-Debreu... ». Williamson (1975) part lui aussi de l'hypothèse, « pour faciliter l'exposé », qu'« au début, il y avait des marchés ». Ce lien théorique à l'équilibre général, artifice de caution scientifique, est aussi explicite chez North (1989) : « Commençons par considérer le modèle de référence théorique néo-classique, soit le modèle walrasien... ». Et à le lire, tout serait « très simple » : « En fait, si l'exclusivité et l'application des droits de propriété pouvaient être clairement

⁵ Adelman (sur la Corée du Sud), Devarajan (sur le Cameroun), Bourguignon (sur la Côte d'Ivoire)...

garanties (c'est-à-dire s'il n'y avait pas de coûts de transaction), la croissance économique serait réalisée très simplement »⁶.

Il suffirait en somme de mettre en place au Sud les institutions appropriées, celles garantissant les sacro-saints droits de propriété, pour que soient posées les conditions du décollage. Le modèle de développement des États-Unis n'a-t-il en effet pas donné la preuve de sa « performance », lui qui sut si fermement sécuriser les droits de propriété⁷ ? Y compris ceux des esclavagistes et des « barons voleurs »⁸ de la finance du XIX^e siècle pourrait-on ajouter...

Dans le domaine de la macro-économie maintenant, le succès impressionnant de la nouvelle théorie néo-classique de la croissance, dite « croissance endogène » ou « à progrès technique endogène », a eu, depuis la fin des années 1980, un impact décisif sur l'économie du développement. Ces modèles, qui cherchent à résoudre les problèmes rencontrés par la formalisation de Solow (1956) et à expliquer la croissance du PIB *per capita* par le processus d'accumulation lui-même (*i.e.* par les facteurs de production, sans recourir à des moteurs exogènes), placèrent les auteurs néo-classiques en position quasi exclusive dans la production théorique relative à la croissance.

À la suite des représentations canoniques fondatrices⁹, des milliers de variantes ont été proposées dans des champs d'investigation très divers : recherche, éducation, infrastructures, commerce international, marchés financiers... Le développement est logiquement l'un des domaines où leur utilisation a été la plus systématique¹⁰, au point de voir cette approche se confondre peu à peu avec l'étude macro-dynamique du long terme.

La modernisation du vieil appareil solowien que représente la croissance endogène (mais qui reste, comme lui, à agent *unique*) a permis aux néo-classiques d'incorporer au sein de leur paradigme des thématiques du développement longtemps délaissées, ou laissées aux auteurs hors *mainstream* (Kaldor, Goodwin...), en les débarrassant de toute « impureté » hétérodoxe. Traitant de thèmes à la mode (le savoir, l'innovation, la formation, les nouvelles technologies de l'information et de la communication...), elle a d'ailleurs bel et bien de quoi séduire. L'une de ses prédictions essentielles est en effet l'absence de convergence des croissances entre pays : l'impact des politiques économiques est intégré dans le taux de croissance et devient permanent. L'accent étant mis sur les rendements croissants et externalités, le débat est déplacé vers la question, combien cruciale, de l'immixtion de l'État dans l'allocation des ressources.

La conclusion de ces modèles est qu'en économie de marché, l'État doit intervenir pour accroître le rythme d'accrétion du capital et la croissance dans la longue période. Maints hétérodoxes, excédés par l'anti-étatisme néo-libéral,

⁶ Voir : North et Thomas (1973).

⁷ North (1990).

⁸ Zinn (2002).

⁹ Romer (1986) et Lucas (1988). Voir aussi le manuel de cours : Barro et Sala-i-Martin (1995).

¹⁰ Voir à ce sujet, par exemple : Azariadis et Drazen (1990).

mais impuissants à produire une pensée alternative de la modernité, et soucieux de (sur)vivre en paix dans un monde académique normalisé sous la férule néo-classique, devaient succomber aux charmes de la « nouvelle théorie », au parfum interventionniste et à l'apparence scientifique ! À l'heure de l'économie de la connaissance, la théorie de la croissance endogène ne pouvait que subjuguier certains hétérodoxes en mal de reconnaissance.

L'économie néo-classique et la politique néo-libérale en crise

La crise de l'économie néo-classique

Aujourd'hui, les hétérodoxies, y compris celles du développement, sont donc encore largement sur la défensive ; et les attaques en règle menées contre elles par le *mainstream* opèrent, on l'a vu, tous azimuts : sur les fronts de la micro- et de la macro-économie (équilibre général et croissance endogène) comme sur celui des institutions (néo-institutionnalisme). Cette agressivité néo-classique n'est pas sans rappeler les deux grandes offensives lancées après Marx, et contre lui, par ce que Boukharine appelait, il y a presque un siècle, l'« économie théorique de la bourgeoisie »¹¹ : l'école « autrichienne » (Menger, Böhm-Bawerk, Wieser...) et l'école « historique » (Roscher, Hilderbrandt, Schmoller...).

La résistance des auteurs hétérodoxes est pourtant à l'heure actuelle d'autant plus impérative que l'essor de l'économie néo-classique, tout à fait impressionnant dans le domaine du développement, ne saurait occulter les impasses théoriques dans lesquelles s'est depuis longtemps enfoncée l'orthodoxie.

En premier lieu, ce sont les théorèmes d'indétermination (ou d'impossibilité) de Sonnenschein (1973) qui constituent, à l'évidence, le défi le plus sérieux à relever pour la micro-économie néo-classique. Ces théorèmes, mathématiquement robustes, embarrassent depuis trois décennies les néo-classiques, qui n'ont toujours pas trouvé les moyens de leur dépassement. En substance, et techniquement, ils établissent que les fonctions de demande dérivées du modèle d'équilibre général standard peuvent prendre « une forme quelconque », donc que les conditions sur les formes des courbes d'offre et de demande ne sont pas déductibles des comportements maximisateurs des agents (en concurrence parfaite comme dans les cas mono- ou oligopolistiques).

¹¹ Boukharine (1972).

Il devient dès lors impossible de démontrer l'unicité de l'équilibre et la convergence du « tâtonnement » walrasien¹². Inutile de dire que ces problèmes théoriques, absolument fondamentaux en ce qu'ils ébranlent les bases du paradigme néo-classique, ne sont *jamaïs* évoqués dans les études consacrées aux pays en développement, en particulier celles utilisant les modèles d'équilibre général calculables —et pas davantage ceux liés à la formation des prix dans l'échange ou à la contradiction d'une référence à la concurrence parfaite dans des modèles ultra-centralisées, avec « commissaire-priseur » à la Walras.

Le repli récent de très nombreux modèles néo-classiques sur le postulat d'agents « représentatifs », voire d'agent *unique*, à la fois producteur et consommateur, n'est que la conséquence obligée de leur incapacité à résoudre les problèmes cruciaux de l'agrégation et de la coordination des décisions d'une multitude d'individus. Reste alors posée, et sans réponse, la question de savoir s'il y a un sens à parler de « marché », d'« échange » ou de « prix » (donc aussi de rémunération du capital) lorsque l'agrégation correspond en fait à la duplication d'un agent unique, comme c'est le cas dans les nouvelles macro-dynamiques du court terme (théorie du cycle réel)¹³ et du long terme (théorie de la croissance endogène).

Par un étrange effet, la victoire historique des néo-classiques dans leur effort de destitution des méthodes holistiques en économie au profit d'une vision subjectiviste et atomistique, réduisant le comportement humain à une psychologie individualiste, conduit donc souvent à se réfugier dans l'holisme le plus stérile qui soit (celui de l'agent unique). Quand bien même le *mainstream* serait parvenu à se dépêtrer de ces difficultés, nous serions fondés à refuser son explication des phénomènes économiques comme résultat d'une agglomération de comportements ne prenant en compte que l'intérêt individuel.

En excluant du raisonnement les ensembles réels, propres aux démarches holistes et systémiques, les néo-classiques écartent sciemment de leur champ de vision les forces collectives, les institutions socialement construites, les structures historiques des formations sociales —en clair, ce que von Hayek qualifiait d'« abstractions populaires et pseudo-entités collectives »—, et leur étroite et complexe connexion avec les actions des hommes. Cela donne ce qu'il faut bien appeler de vraies *catastrophes intellectuelles*.

Juste quelques exemples, tous couronnés de Prix Nobel d'économie. L'explication du féodalisme que propose North : le seigneur offrirait des biens collectifs pour lesquels n'existe pas de marché (la défense notamment), en contrepartie de quoi la rémunération de ses « *services* » prend des formes institutionnelles adéquates (comme le servage) afin d'empêcher de la part de ses sujets d'éventuels comportements de « passager clandestin »¹⁴. Ou celle, de

¹² Pour plus de détails, voir les différents ouvrages de Guerrien (notamment Guerrien, 1996 et 1999).

¹³ Ou théorie RBC, *Real Business Cycles*. Voir à ce propos : Lucas (1981).

¹⁴ North et Thomas (1973).

même farine, du rapport du maître et de l'esclave comme « contrat implicite » qui traduirait un « libre choix »¹⁵. Ou, toujours dans la même veine, l'interprétation que donne Stiglitz de la résurgence contemporaine du métayage dans certaines zones rurales du Sud : le contrat de métayage ne serait ni irrationnel ni inefficace ; ce serait celui dont les termes assurent, pour le propriétaire foncier, l'équilibre entre le risque d'incertitude associé aux fluctuations des recettes tirées du produit de la terre et l'incitation au travail du métayer¹⁶. Williamson ne nous a-t-il pas appris que les « *contrats privés* » issus de transactions entre individus ont été rationnels et efficaces aux différentes périodes de l'histoire¹⁷ ? S'étonnera-t-on dans ces conditions de le voir revendiquer la paternité et surtout, encore tout récemment¹⁸, la validité des « réformes institutionnelles » du Consensus de Washington ?

L'essentiel pour ces auteurs néo-classiques (North, Stiglitz, Williamson...), réputés modérés, est de préserver la *fiction* de la « liberté de choix individuel » des agents, si intimement liée à celle d'une « démocratie » qui tait les effets de domination de classes et de nations et la violence des rapports de force entre *exploiteurs et exploités* — c'est-à-dire la contradiction fondamentale du système mondial capitaliste depuis ses origines les plus lointaines.

Quant à elle, la croissance endogène, pour y revenir un instant, persévère en fait dans l'incapacité du *mainstream* néo-classique à rendre compte du progrès technique, tant est frappante son indétermination à cerner le « *capital* » moteur de croissance. Ce capital peut correspondre à *n'importe quel facteur sujet à accumulation* (connaissance, capital humain, infrastructures...). Ses bases conceptuelles restent inexplorées, parce qu'inexplorables par les néo-classiques — nous le savons depuis les années 1920-30 et la « polémique des deux Cambridge », qui tourna pour eux en déroute.

Voilà sans doute une opportunité pour l'hétérodoxie de renouer avec sa radicalité d'antan, lorsqu'elle osait s'attaquer aux piliers de l'économie bourgeoise : à une définition du capital qui occulte les contradictions majeures du capitalisme (critique marxiste), à la fonction de production (critique keynésienne, en suivant la géniale Joan Robinson), au contenu idéologique du concept d'« équilibre » néo-classique (de court terme, avec ajustement des prix), révélant une vision totalement mythifiée des rapports sociaux¹⁹...

L'une des incohérences les plus graves de la nouvelle théorie de la croissance tient peut-être à sa conception contradictoire de l'État, à la fois présent (c'est lui qui rétablit l'« optimalité parétienne » de l'équilibre) et absent (le modèle ne peut distinguer l'État de l'agent unique). Si bien que ce que les macro-

¹⁵ North (1989) — proche de l'analyse de l'esclavage capitaliste états-unien faite par Fogel (1992).

¹⁶ Stiglitz (1974).

¹⁷ Williamson (1975).

¹⁸ Cf. le discours prononcé par Williamson lors de la conférence de l'*Asociación nacional de Economistas de Cuba* en février 2004 à La Havane. Voir le site de la revue électronique de l'ANEC, *El Economista*.

¹⁹ Israël (1996).

économistes néo-classiques donnent pour un *progrès dans la théorie* est en réalité une authentique *régression intellectuelle* — y compris d'ailleurs en regard du modèle d'équilibre général lui-même²⁰. Nous l'avons dit en d'autres lieux : ces travaux ne sont pas inintéressants pour qui s'intéresse — non à la science, mais — à la science-fiction économique²¹.

Mais l'essentiel réside dans la fonction idéologique de cette théorie, là même où se découvre son point de contact avec *la politique* du néo-libéralisme. La réactivation néo-classique de l'intervention de l'État y opère en effet par négation de la nature de « *biens publics* » de composantes du patrimoine commun de l'humanité (le savoir *lato sensu*), formalisées comme des catégories du capital susceptibles d'une appropriation privative. L'État n'est mobilisé que pour aider leur accumulation et rémunération privées, dans la seule logique de profit. Endogénéisation signifie ici *marchandisation*.

Comme la théorie du capital humain de Becker (1964) était une « machine de guerre » contre l'éducation publique, l'éducation à la Lucas repose sur une décision allocative de l'agent privé et s'adresse à ce seul individu. Elle va à l'encontre d'un développement de l'éducation publique. C'est dire sa *compatibilité* avec le projet néo-libéral, en phase avec le discours dominant à la Banque mondiale préconisant l'essor du « marché du savoir » (et la « transformation des instituts de recherche en sociétés par actions » !)²².

La théorie de la croissance endogène est née au sein de *l'establishment* intellectuel états-unien, de l'impulsion d'auteurs qui n'ont jamais caché leurs penchants néo-libéraux. Lucas, par exemple, figurait, aux côtés de Friedman et Becker, parmi les économistes « soutenant avec enthousiasme le programme économique de George W. Bush » en 2000²³.

Ce que comprirent ces néo-libéraux, c'est simplement l'urgente nécessité d'assouplir leur position anti-étatique du passé pour *sauver le capitalisme contre les excès de l'ultra-libéralisme* : l'État devrait intervenir pour *réguler* le marché, contre le service public, au profit du capital transnational, qui reste maître du jeu. Face aux récentes crises de la mondialisation financière, d'autres économistes néo-classiques lucides ne réagirent pas autrement : Stiglitz ne propose-t-il pas lui aussi de « réguler les flux financiers » ?

L'ultra-libéralisme, celui qui peut sans bornes s'attaquer aux fonctions régaliennes de l'État, est réservé au Sud, et à lui seul — pas au Nord, et surtout pas aux États-Unis.

La crise du néo-libéralisme

²⁰ Herrera (2005).

²¹ Herrera (2003).

²² *World Bank* (1999).

²³ À découvrir : le site du *Ludwig von Mises Institute* : <http://www.mises.org>.

Les politiques néo-libérales cherchent, sous l'égide de la finance à gérer la crise de l'expansion du capital. Bien qu'ayant échoué, depuis trois décennies, à sortir le système de la crise, elles offrent aux grands propriétaires du capital l'opportunité de placements spéculatifs sur des marchés financiers globalisés. Face aux insuffisantes possibilités d'investissements profitables pour l'excédent de capitaux, cette gestion vise à élargir leurs débouchés pour éviter leur dévalorisation. Rationnelle du point de vue du capital, cette gestion du système mondial capitaliste est destructrice pour le reste de (soit presque toute) l'humanité, et spécialement pour les peuples du Sud, qui supportent des transferts accélérés de surplus vers le Nord : remboursement de la dette, retours sur investissements étrangers, fuite de capitaux...

Le néo-libéralisme n'est pas un « modèle de développement », mais la stratégie mise en pratique par la grande finance, qui se caractérise, au Sud, par un nouveau pillage, et au Nord, par une accumulation de très basse intensité. Or cette stratégie, qui a fait la preuve de son échec dans tous les domaines et sur tous les continents, continue d'être imposée unilatéralement et de la façon la plus anti-démocratique qui soit. Ses ravages sont connus de tous. À ceux qui crurent au mirage du « village global » ou doutaient de la polarisation du système mondial, les crises financières de la fin de la décennie 1990 ont servi de leçon en rappelant les tendances lourdes de la « mondialisation » : partout, les inégalités explosent, intra- comme internationalement.

L'exemple de la Corée du Sud est à cet égard éclairant. Au plus fort de la crise (1997-99), toutes les couches de la population se sont appauvries, sauf le décile supérieur, dont les revenus ont continué d'augmenter *malgré la crise*. Depuis, la réorientation néo-libérale de l'État, la pénétration des firmes transnationales dans la structure de propriété du capital, la flexibilisation de l'emploi et des salaires sur le marché du travail ont très profondément altéré les bases institutionnelles sur lesquelles ce pays était parvenu à construire son succès, modifié les conditions de sa trajectoire future de croissance et accentué sa dépendance vis-à-vis de l'hégémonie du système mondial capitaliste.

Ce sont en fait les mécanismes même de régulation du système mondial qui sont désormais en crise. Car le trait fondamental du pouvoir de la finance sous hégémonie états-unienne est aujourd'hui sa *militarisation*. Une militarisation qui se repère moins dans l'évolution des indicateurs de « fardeau militaire » (encore que, comme on le sait, les dépenses de défense sont en forte hausse aux États-Unis depuis le 11 septembre) que par l'expansion agressive de bases militaires états-uniennes dans le monde et l'implication croissante des transnationales au sein du complexe militaro-industriel.

La mondialisation a pour nom *impérialisme*, et le système mondial capitaliste, toujours plus polarisé au point de dessiner les contours d'un *apartheid* planétaire, fonctionne de plus en plus ouvertement *par la guerre*. La finance est en guerre contre quiconque entendrait affirmer et mener *un projet autonome de développement*. Et l'on a pu soutenir, non sans raison, que cette violence

systémique (celle visible des guerres impérialistes et celle invisible des rapports sociaux capitalistes) provoque, au Sud, parmi les plus pauvres, un véritable « génocide silencieux ».

Les causes de ces nouvelles guerres, et spécialement de celle dirigée contre le peuple irakien, se découvrent au-delà de la propagande médiatique, et des apparences. L'argument presque toujours avancé à ce sujet est le contrôle des ressources pétrolières, de la Péninsule arabique à l'Asie centrale. Cette évidence ne saurait faire perdre de vue une réalité plus décisive encore : ce qui est en jeu, et qui rend ces guerres pour ainsi dire « nécessaires », c'est la reproduction des conditions du pouvoir actuel de la finance. C'est cette dernière, *en tant que classe*, avec son système d'exploitation et d'oppression, avec ses *institutions* nationales et internationales (et non pas uniquement Bush, ses « faucons » et magnats du pétrole), qui ne peut plus maintenir son pouvoir que par la guerre.

C'est là l'une des raisons qui expliquent pourquoi les récentes divisions entre pays riches observées au Conseil de Sécurité de l'ONU ou au sein de l'OTAN n'ont provoqué aucune rupture entre classes dominantes au sein de la triade États-Unis-Europe-Japon. Cette alliance de classes interne au système inter-étatique de la triade lui est devenue indispensable pour contenir les résistances qui surgissent de toutes parts.

Pour faire retour une dernière fois sur la théorie, il est d'ailleurs symptomatique que le regain d'intérêt des néo-classiques pour les questions relatives aux dépenses militaires, impulsé à la fin des années 1980 par des recherches concertées au FMI, à l'OCDE..., ait coïncidé avec le bouclage du cycle de travaux sur le problème de la dette extérieure, qui se conclut en expliquant celle-ci par une mauvaise gestion des finances publiques. Les coupes de budgets militaires suggérées par les organisations internationales dans les pays débiteurs (Sud) ouvraient pour les créditeurs (Nord) une marge de manœuvre pour le remboursement de la dette, en même temps qu'une opportunité de tenter de désarmement des puissances régionales du Sud, telles que la Chine, l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du Sud.

Pour l'économiste, ce champ d'étude est, il est vrai, d'une réelle complexité — liée en particulier à l'opacité d'informations souvent classées « secret défense » (gênant l'économetre dans ses tests empiriques), aux effets multiformes des dépenses militaires dans l'économie (délicats à démêler pour le formalisateur) ou à l'interférence de facteurs stratégiques (qui exigent la sophistication des modèles). Mais si les contributions sont très abondantes en ce domaine et émanent de néo-classiques de premier plan²⁴, il n'est pas excessif d'avancer que ces travaux, technicisés à mesure de leur absorption par le *corpus* orthodoxe, ne sont pas à ce jour parvenus à dégager des conclusions assurées.

À titre d'exemples, les modèles de demande, de bien lointaine filiation keynésienne, se révèlent inaptes à capter les effets dynamiques de ces dépenses

²⁴ Voir : Intriligator *et al.* (1986), Stiglitz (1988), Barro (1991), Arrow (1992), Sen (1992)...

sur l'accumulation, tandis que les estimations de modèles d'offre, typiquement néo-classiques, présentent de graves défauts, et ne mettent généralement en évidence aucun impact du secteur militaire. La palme en la matière pourrait cependant revenir aux experts du FMI, dont les modèles de simulation de l'impact des dépenses militaires sur la croissance des pays du Sud sont d'une déconcertante inconsistance²⁵ — ce qui devrait inciter le Fonds, en toute logique (et bonne gouvernance), à pratiquer sur ses collaborateurs les réductions d'effectifs et de rémunérations qu'elle recommande partout ailleurs. La raison de ces échecs en série ? La prétention néo-classique d'édifier une économie de la guerre *sans conflit* — réplique de son économie *sans politique* ²⁶.

Conclusion

La domination de l'économie néo-classique dans les milieux académiques, et spécialement, pour ce qui nous a occupé ici, sur la théorie du développement, va de pair aujourd'hui avec celle de la politique néo-libérale dans l'ordre de la pratique du développement. Cela ne veut pas dire que tous les néo-classiques sont néo-libéraux — loin s'en faut, car l'une des complexités de notre temps tient précisément à cette schizophrénie de nombreux économistes, néo-classiques aux heures de bureau, « de gauche » le *week-end* (donc aussi les jours de vote). Cela signifie qu'une relation de *correspondance* existe entre ces deux dominations, compatibles, mieux solidaires l'une avec l'autre, comme a pu le montrer l'évaluation critique que nous donnons du néo-institutionnalisme et des nouvelles micro- et macro-économies du développement.

Ce n'est par conséquent pas seulement leur absence de fondement scientifique ou leurs incohérences logiques qui disqualifient à nos yeux ces approches, mais surtout leur fonction idéologique et le projet de société, au service du capital mondialement dominant, que leurs méthodologies et leurs conclusions supportent.

Les hétérodoxes n'ont certes plus les moyens de se diviser dans d'inutiles polémiques, reproduisant des clivages du passé désormais dépassés. Il semble pourtant que ce ne soit pas en prônant de nouvelles « synthèses » ni en se soumettant à l'idéologie dominante du *mainstream* néo-classique que les hétérodoxies parviendront à mobiliser les forces de leur reconstruction, mais bien au contraire en lui résistant et en réaffirmant leur radicalité combative.

Car, aujourd'hui plus que jamais, la question qui reste tout entière posée est celle de savoir comment, au-delà des échecs et des erreurs du passé, les peuples peuvent continuer à espérer construire un authentique projet de développement et les conditions d'une maîtrise de leur devenir collectif dans

²⁵ Exemple : Bayoumi, Hewitt et Symanski (1993).

²⁶ Herrera (2000a, 2000b).

une alternative *post-capitaliste* —qu'on l'appelle « socialiste », ou simplement « sociale ». Car tel est bien, au fond, le moteur qui anime les hétérodoxies du développement depuis leurs origines.

Bibliographie

- Akerlof, G. A., 1976, "The Economics of Caste and of the Rat Race and Other Woeful Tales", *Quarterly Journal of Economics* 90.
- Alchian, A. et H. Demsetz, 1972, "Production, Information Costs and Economic Costs, and Economic Organization", *American Economic Review* 62.
- Arrow, K., 1992, "The Basic Economics of Arms Reduction", in W. Isard et Ch. H. Anderton, *Economics of Arms Reduction and the Peace Process*, North-Holland.
- Azariadis, C. et A. Drazen, 1990, "Threshold Externalities in Economic Development", *Quarterly Journal of Economics* 105.
- Barro, R. et X. Sala-I-Martin, 1995, *Economic Growth*, McGraw-Hill.
- Barro, R., 1991, "Economic Growth in a Cross Section of Countries", *Quarterly Journal of Economics* 106.
- Bayoumi, T., D. Hewitt et S. Symanski, 1993, "The Impact of Worldwide Military Spending Cuts on Developing Countries", *IMF Working Papers* 86.
- Becker, G., 1964, *Human Capital*, Columbia University Press.
- Boukharine, N., 1972, *L'Économie politique du rentier*, EDI.
- Brasseul, J., 1989, *Introduction à l'économie du développement*, Armand Colin.
- Fogel, R., 1964, *Without Consent or Contract: the Rise and Fall of American Slavery*, W.W. Norton.
- Guerrien, B., 1996, *Dictionnaire d'analyse économique*, La Découverte.
- Guerrien, B., 1999, *La Théorie économique néo-classique*, tome 1, La Découverte.
- Herrera, R., 2000a, "Critique de l'économie « apolitique »", *L'Homme et la Société* 135.
- Herrera, R., 2000b, "Le Rôle des dépenses militaires dans la croissance des pays en développement", *Mondes en Développement* 112.
- Herrera, R., 2001, "Les Théories du système mondial capitaliste", in Bidet, J. et E. Kouvelakis, *Dictionnaire Marx contemporain*, PUF.
- Herrera, R., 2003, "L'État contre le service public ?", *Actuel Marx* 34.
- Herrera, R. 2004a, "Good Governance against Good Government", *Rapport pour la 60^e session de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU*, juillet, Genève.
- Herrera, R., 2004b, "Why Lift the Embargo?", *Monthly Review* 55, 8.

- Herrera, R., 2005, "The Hidden Face of Endogenous Growth Theory", *Review of Radical Political Economics*, 38, 2, à paraître.
- Hirschman, A., 1958, *The Strategy of Economic Development*, Yale University Press.
- Hugon, P., 2000, "Le Renouveau des questions du développement dans un contexte de mondialisation", in P. Dockès, *Ordres et désordres dans l'économie-monde*, PUF.
- Husson, M., 2001, "L'École de la régulation, de Marx à la fondation Saint-Simon : un aller sans retour", in Bidet, J. et E. Kouvelakis, *Dictionnaire Marx contemporain*, PUF.
- IMF, 2003, *Good Governance: The IMF Role*, Washington D.C.
- Intriligator, M. et D. Brito, 1986, "Arms Races and Instability", *Journal of Strategic Studies* 9.
- Israël, G., 1996, *La Mathématisation du réel*, Seuil.
- Krugman, P., 1993, "The Fall and Rise of Development Economics", <<http://www.wws.princeton.edu/~pkrugman/dishpan.html>>.
- Lucas, R., 1981, "Methods and Problems in Business Cycle Theory", in *Studies in Business Cycle Theory*, MIT Press.
- Lucas, R. 1988, "On the Mechanisms of Economic Growth", *Journal of Monetary Economics* 22.
- Murphy, R., A. Schleifer et R. Vishny, 1989, "Industrialization and the Big Push", *Journal of Political Economy* 97.
- North, D. et R. Thomas, 1973, *The Rise of the Western World*, Cambridge University Press.
- North, D., 1989, "Institutions and a Transaction Cost Theory of Exchange", *Political Economy Working Paper* 133.
- North, D., 1990, *Institutions, Institutional Change, and Economic Performance*, Cambridge University Press.
- Romer, P., 1986, "Increasing Returns and Long Run Growth", *Journal of Political Economy* 94.
- Rosenstein-Rodan, P. N., 1943, "Industrialization of Eastern and South Eastern Europe", *Economic Journal* 53.
- Sen, A., 1992, "Wars and Famines: On Divisions and Incentives", in W. Isard et Ch. H. Anderton, *Economics of Arms Reduction and the Peace Process*, North-Holland.
- Solow, R., 1956, "A Contribution to the Theory of Economic Growth", *Quarterly Journal of Economics* 70.
- Sonnenschein, H., 1973, "Do Walras Identity and Continuity Characterize Class of Community Excess Demand?", *Journal of Economic Theory* 6.
- Stiglitz, J., 1974, "Incentives and Risk Sharing in Sharecropping", *Review of Economic Studies* 41

- Stiglitz, J., 2001, "Information and the Change in the Paradigm in Economics", *Prize Lecture at Columbia Business School, Columbia University*.
- Williamson, O., 1975, *Markets and Hierarchies*, Free Press, MacMillan.
- World Bank, 1999, *Development World Report*, Washington D.C.
- Zinn, H., 2002, *Une Histoire populaire des États-Unis*, Agone.